



Syndicat National des Ecoles **S.N.E. 95**

eSEN

Confédération Syndicale de l'Education Nationale

Siège Social : 37, rue Jules Ferry – 95880 ENGHEN LES BAINS

Bulletin trimestriel départemental n°98 Septemb re- Octobre 2008 le n° 0,75 € ISSN : 1954-2631

Directeur de Publication : Vincent GAVARD – Imprimé à la Section Tirage : 1000 ex. – Dépôt légal 4^{ème} trim. 2008 – n° CPPAP : 0610 S 07372

Dispensé de timbrage **EAUBONNE**

LA VOIX DE L'ECOLE 95 **ACADEMIE DE VERSAILLES**

37, rue Jules Ferry
95880 ENGHEN LES BAINS

DEPOSE LE 08-10-08



Sommaire :

- p.2 108 h : le SNE écrit au ministre et dénonce des excès
- p.3 Election à la CAPD
- p.4 Des primes contre la déprime
- p.5 Droit d'accueil- Changements dans le paysage syndical
- p.6 Info juridique : Retrait d'emploi
- p.7 Fiche pratique : Promos
- p.8,9 Fiche pratique : Rémunérations
- p.10 Heures supplémentaires : attention
- p.11 Bulletin d'adhésion
- p.12 Question-réponse : Laïcité - Parents d'élèves

Editorial :

SNE : l'alternative syndicale

La rentrée scolaire 2008 s'est déroulée dans un climat particulièrement morose. L'organisation de l'aide personnalisée aux élèves, avec un cadrage départemental qui laisse peu de place à l'autonomie du conseil des maîtres, les propos du ministre sur l'école maternelle, le flou sur la formation des futurs enseignants, les nouveaux contours de la retraite, le tout dans un climat social dégradé par la perte endémique du pouvoir d'achat ont contribué au malaise enseignant actuel. Le SNE n'a pas manqué de faire remonter les inquiétudes du terrain au ministère car si nous sommes en effet depuis toujours favorables à une école lieu de transmission des savoirs pour permettre, notamment aux élèves issus des milieux les plus modestes, de bénéficier de l'ascenseur social, la transformation des structures ne doit pas engendrer des conditions de travail dégradées.

Dans quelques semaines, les élections professionnelles vous permettront de vous exprimer. Ce sont des élections particulièrement importantes puisqu'elles permettent de mesurer tous les trois ans, au niveau national, l'audience de chaque organisation et au niveau départemental, de désigner les élus qui vous représenteront.

Le SNE 95, dont les élus siègent à la CAPD du Val d'Oise depuis plusieurs années, sera bien entendu présent.

Si vous appréciez notre conception du syndicalisme qui se veut dégagée de toutes arrière-pensées politiques pour ne s'intéresser qu'à l'école et aux enseignants ; si vous appréciez l'indépendance financière d'un syndicat qui ne vit que grâce aux cotisations de ses adhérents sans aucune subvention gouvernementale ; si vous appréciez les informations régulières que nous vous transmettons, les réponses aux questions que vous nous posez, l'aide apportée pour vous défendre et vous conseiller, alors, loin des préoccupations idéologiques et dogmatiques, vous nous apporterez votre soutien et **voterez pour les listes nationale et départementale du SNE.**

Vincent GAVARD
Secrétaire Départemental du SNE 95

ORGANISATION DES 108H : LE SNE ECRIT AU MINISTRE ET DENONCE DES EXCES

Jean-Claude HALTER
Président

Paris, le 18 septembre 2008

à Monsieur Xavier DARCOS
Ministre de l'Education Nationale,
110, rue de Grenelle
75 007 PARIS

Monsieur le Ministre,

La direction nationale du SNE a fait le point sur la mise en place du nouveau rythme scolaire induit par la suppression des cours le samedi matin.

D'après les retours de nos sections départementales, il est à déplorer dans certaines régions, un désordre dommageable pour le service mais surtout des inégalités flagrantes selon les circonscriptions et/ou les Académies. Cela peut aller du manque de préparation et d'accompagnement aux contraintes les plus strictes et les plus étroitement surveillées de ce qui doit rester un espace de liberté et de réflexion pour les équipes afin de mettre en place dans le nouveau dispositif, le meilleur fonctionnement possible en correspondance avec les données locales.

S'il est bien évident qu'un certain temps d'adaptation est nécessaire pour apprendre à maîtriser un changement aussi radical, les Professeurs des Ecoles sont en capacité de concevoir et mettre en oeuvre le nouveau dispositif d'aide personnalisée en autonomie dans chaque école; certains IEN ont la sagesse de respecter cet esprit. Inversement, considérer les enseignants comme des fraudeurs horaires putatifs, incapables de gérer les situations et les nécessités, en instaurant un monde de tableaux, de déclarations d'intentions et de coercitions diverses, détourne et dénature l'esprit de confiance et la volonté d'efficacité sans lesquels toute réforme quelle qu'elle soit, perdra son sens.

De surcroît, nous avons relevé des situations intolérables, en particulier des séries d'activités fortement suggérées voire purement et simplement imposées par certains IEN, lesquelles par leur nature ne semblent pas aller dans le sens de recentrage de l'école sur les apprentissages fondamentaux et le soutien dans ces domaines aux enfants les plus en difficulté.

Le SNE qui s'est toujours déclaré a priori favorable à l'esprit d'une refonte profonde des rythmes scolaires, déplore les excès déjà en vogue dans l'organisation des 108 heures.

Comme pour toutes les réformes qui pourraient aller dans le bon sens, nous vous exhortons, Monsieur le Ministre, à faire confiance et à veiller à ce qu'il soit fait confiance aux équipes de terrain sans lesquelles rien d'efficace ni de durable ne se fera. Des maîtres restitués dans leur autorité, considérés avec bienveillance, respectés dans leurs actions dans le cadre légal de l'Education Nationale, s'impose à nous comme le préalable indispensable à toute école de qualité.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à mon profond attachement à l'Ecole publique et aux valeurs de la République.

Jean-Claude HALTER

DOSSIERS du S.N.E.

DIRECTION D'ECOLE : L'agenda des tâches du Directeur, l'organisation des Elections et le "mode d'emploi" du Conseil d'École, les autorisations (sorties, intervenants...) Qui autorise qui... et quoi... Le courrier administratif...

CONGES ET AUTORISATIONS D'ABSENCE : Vos droits et vos devoirs, les conditions et les pièces à fournir, votre position administrative... Observations...

SPECIAL RETRAITE : Quand, comment prendre sa retraite... au meilleur moment, comment calculer sa pension, les démarches à faire... etc. en fonction des nouveaux textes de 2003.

LES 3 CONSEILS OBLIGATOIRES : Présentation des 3 conseils qui régissent l'école : Conseil d'École, Conseil des Maîtres et Conseil de Cycles (composition, attributions, périodicité) suivis des textes de référence dans leur intégralité.

DOSSIER A.I.S. : Complètement modifiée, avec une nouvelle législation, la nouvelle A.I.S. vous y est expliquée, commentée et le dossier contient tous les nouveaux textes de référence.

SECURITE ET RESPONSABILITE DES ENSEIGNANTS : Recueil de tous les textes qu'il faut absolument connaître sur la sécurité et la surveillance des élèves, la responsabilité de TOUS les enseignants et l'étendue de celle-ci.

**BON DE COMMANDE : A compléter et à envoyer - accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre du S.N.E.95)
à : S.N.E. 95 37 rue Jules Ferry 95880 Enghien-les-Bains**

ADHÉRENT

NON ADHÉRENT

Direction d'Ecole	9€ ☐	12€ ☐
Congés et Autorisations d'absence	9€ ☐	12€ ☐
Spécial retraite	9€ ☐	12€ ☐
Les 3 conseils obligatoires à l'école	9€ ☐	12€ ☐
Dossier A.I.S.	9€ ☐	12€ ☐
Sécurité et responsabilité des enseignants	9€ ☐	12€ ☐

Les six dossiers

45 € ☐

65 € ☐

NOM : **PRENOM :**

Adresse:

1- GAVARD	Vincent	P.E.	Directeur	Ec. élém. Paul Cézanne	Montigny-lès-Cormeilles
2- PEYTHIEU	Marie-José	P.E	Directrice	Ec. mat. Les Cygnes	Enghien-les-Bains
3- LEVESQUE	Solenn-Marine	P.E	Directrice	Ec. mat. Le Gros Caillou	Cergy
4- BELLIER	Jean-Marc	P.E	Directeur	Ec. élém. Anatole France	Goussainville
5- BALESTRO	Marie-Christine	P.E	Adjointe	Ec.mat. P. Brossolette	Argenteuil
6- BERREZAIE	Bruno	P.E	Directeur	Ec. élém. L'Epte	Bray et Lû
7- TOURNE	Véronique	P.E	Adjointe	Ec. mat. J.de la Fontaine	Soisy s/s Montmorency
8- NOQUET	Annick	P.E	Directrice	Ec. mat. Magerit	Sannois
9- JACQUIN	Sylvie	P.E	Directrice	Ec. élém. Lucien Bunel	Montlignon
10- ADJADJI	Yves-Marc	P.E	Spécialisé Réseau	Ec. élém. Sarrailh	Saint-Gratien
11- MONS	Françoise	P.E	Directrice	Ec.mat. Le Bois Maillard	Marly-la-Ville
12- JAMET	Bernard	P.E	Directeur	Ec. élém. Jules Ferry	Sannois
13- PITON	Pascal	P.E	T.R. ZIL	Ec. élém. Descartes 2	Soisy s/s Montmorency
14- MAHIEU	Marie-Catherine	P.E	Adjointe	Ec. élém. St Exupéry	Bessancourt
15- DIDIER	Eric	P.E	Directeur	Ec. mat. Alphonse Daudet	St Brice s/s Forêt
16- DIEULAFAIT	Anne	P.E	Directrice	Ec. mat. Mortefontaines	Deuil-la-Barre
17- DI NAPOLI	Martine	P.E	Adjointe	Ec. mat. La Cerisaie	Eaubonne
18- JACQUET	Annick	P.E	Adjointe	Ec. mat. Anne Frank	Le Plessis Bouchard
19- KIVOUVOU	Catherine	P.E	Adjointe	Ec. mat. Charcot	Osny
20- BRUNEBARBE	Gilles	P.E	Directeur	Ec. élém. Les Pinsons	Attainville

Comité de soutien à la liste :

Guy BALESTRO (ancien secrétaire départemental du SNE 95), Stéphane BATTAIS (Margency), Monique BARRY (Neuville sur Oise), Marie-Rose BOURCHEIX (Deuil-la-Barre), Pascale CASTEUR, Laurence DESENCLOS (Villers en Arthies), Nicole DUBUC (Soisy s/s Montmorency), Cécile FRAGASSI-BIDAULT (Gonesse), Sylvie GIMENEZ (Montmorency), Catherine GODI (Margency), Catherine GUILBERT, Jocelyne JOUSSERAND (Margency), Pierre LECOANET (Margency), Catherine LE GUILLOU (Luzarches), Claire LEPINE-PIQUOT (Andilly), Nora MEALHA (Gonesse), Jean-Marc MERLIET (St Leu la Forêt), Joëlle MEYER (Margency), Odette PLA (Grosly), Marie-Claude RAYSSIGUIER (Soisy s/s Montmorency), Martine SAUTEREAU (Montmorency), Jean-Paul SORBIER (ancien élu SNE 95 , Beauchamp), Martine SORBIER (Chaumontel), Gilles SOUGY (Cergy), (Sylvie TARDIF (St Martin du Tertre), Patricia TEMPEL (Asnières-Baillon), Nicole VARET (Margency), Annette VERNHES (Montmorency)



Le SNE 95 est à votre écoute :

Vincent GAVARD

Secrétaire Général du SNE
Secrétaire Départemental du SNE 95
Tél : 06 84 28 66 26

Marie-Josée PEYTHIEU

Secrétaire Départementale adjointe
du SNE 95
Tél : 06 74 85 38 08

Adresse de la section :

SNE 95

37 rue Jules Ferry
95880 Enghien-les-Bains

Mél : sne95@sne-csen.net

Vous pouvez consulter notre site : <http://sne95.free.fr>

RENTREE 2008 : DES PRIMES CONTRE LA DÉPRIME...

Enseignants débutants :

Le ministre de l'Éducation Nationale a annoncé le versement d'une prime de prise de fonction d'un montant de 1500 € pour chaque enseignant débutant.

- Cette prime sera versée en 2 fois. La première au mois de novembre 2008 la seconde en mars 2009. Sont concernés tous les stagiaires (*PE2 en 2007/2008, liste complémentaires recrutés en 2006/2007 et recrutés par concours interne non enseignants*) titularisés en 2008/2009.
- Autre bonne nouvelle, cette mesure sera pérenne et donc reconduite à chaque rentrée.

Directeurs d'école : une « prime de rentrée » et un peu de décharge pour ceux qui n'en avaient pas !

Primes de 200, 400 et 600€ aux directeurs en Novembre.

Cette mesure sera pérennisée l'année prochaine !

Pour l'année scolaire 2008-2009, cette prime « de rentrée » vous sera versée en une seule fois, certainement avec la paye du mois de novembre, soit un virement de :

- 200 euros pour les directeurs 2 à 4 classes,
- 400 euros pour les directeurs 5 à 9 classes,
- 600 euros pour les directeurs de 10 classes et plus.

Le **SNE-CSEN** n'a cessé d'exiger une revalorisation financière conséquente pour les directeurs, eu égard à toutes les tâches nouvelles édictées ces derniers temps, notamment la mise en place de ce nouveau dispositif à la rentrée ...

Si nous avons été entendus, nous regrettons cependant que ces primes soient différenciées suivant le nombre de classes. Ce dispositif est injuste pour les petites écoles. Nous avons milité pour que **tous les directeurs perçoivent la même somme.**

Nous regrettons aussi que ce coup de pouce ne soit pas donné sous la forme d'une augmentation indiciaire, ces primes n'entrant pas dans le calcul pour la retraite.

Allègement ou décharge sur le service des 60 heures pour l'organisation et la coordination au sein de l'école.

- Allègement de 10 h de service pour les directeurs non déchargés d'enseignement
- Décharge de 20h de service pour les directeurs bénéficiant d'un quart de décharge d'enseignement
- Décharge de 36h de service pour les directeurs bénéficiant d'une demi décharge d'enseignement
- Décharge de 60h de service pour les directeurs bénéficiant d'une décharge totale d'enseignement

Le ministère avait, dans un premier temps, **refusé toute décharge** concernant ce service de 60 heures.

Le SNE-CSEN est intervenu, sans relâche, jusqu'à ce que cette position soit revue.

Dans la circulaire de rentrée, il est écrit que les directeurs non déchargés d'enseignement bénéficieront quand même de 10 heures de décharge, **c'est mieux que rien !** Le **SNE-CSEN**, ne peut se satisfaire de cette décision. **Il faut que tous les directeurs, sans tenir compte du nombre de classes, soient déchargés du service d'aide personnalisée.**

En outre, nous conseillons vivement aux directeurs d'utiliser à bon escient ce qui est écrit dans la circulaire de rentrée : **« Dans les cas où ces 60 heures ne peuvent être intégralement mobilisées pour de l'aide personnalisée ou du travail en groupes restreints, elles sont consacrées au renforcement de la formation professionnelle continue des enseignants hors de la présence des élèves. »** A bon entendeur...

En conclusion, le SNE-CSEN prend acte de ce geste financier et cet allègement de service, preuves de bonne volonté du ministre à l'égard des directeurs, mais nous sommes cependant loin du compte....

Pour le SNE, pas de "division par la direction" et la revendication toujours réaffirmée depuis 20 ans d'un traitement fondamental de la question des directeurs d'école: un statut et une revalorisation indiciaire en rapport avec la charge de travail et les responsabilités.

Jean-François BOUSQUET

ACTUALITES DE RENTREE – ACTUALITES DE RENTREE

DROIT D'ACCUEIL ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Après avoir inauguré le Service Minimum d'Accueil le 24 janvier dernier, Xavier DARCOS a constaté le peu d'enthousiasme des maires des communes appelés à l'aide. C'est pourquoi le ministre a souhaité faire appel au législateur. Le projet de loi ficelé pour l'occasion réunissait plusieurs garanties et apportaient des réponses intelligentes à la fois aux familles de nos élèves et aussi aux collègues non grévistes déchargés de surveillance et toute responsabilité à l'égard des élèves de leurs collègues grévistes. Le texte présentait certains équilibres entre les droits des parents, ceux des grévistes et ceux des non grévistes.

C'était sans compter sur les élus de la Nation guidés par un certain esprit anti-prof, motivés par la démagogie et mauvais connaisseurs de l'école d'aujourd'hui.

Ainsi ce droit d'accueil devient une obligation d'accueil incombant aux municipalités les jours de grève mais surtout une obligation d'accueil des élèves des maîtres absents de manière imprévisible par les autres collègues. Outre que cela constitue une forte dégradation des conditions de travail dans les classes, cela consiste à donner mauvaise conscience aux malades par exemple et, plus grave, cela conduira inexorablement les Inspecteurs d'Académie à réduire le nombre de remplaçants dans leurs départements.

Enfin, la mise en œuvre du dispositif d'intervention de personnels municipaux ne concernera pas les absences

imprévisibles. Le seuil de déclenchement pour les jours de grève est fixé à 25% de l'effectif (au lieu de 10% dans le projet). Que se passera-t-il cet hiver lorsque dans une école de 10 classes où 2 collègues seront déjà malades non remplacés, 2 autres collègues (moins de 25%) suivront un mouvement de grève ? Les I.A ne remplaceront certainement pas plus (surtout si les remplaçants sont en grève) et le dispositif municipal n'entrera pas en action pour 2 grévistes. Il y aura bien 80 à 110 élèves à répartir sur 6 classes, soit 13 à 18 élèves supplémentaires par classe de non grévistes.

L'usine à gaz inventée par les parlementaires est un monstre qui est au respect des élèves et des professeurs ce que sont souvent les promesses destinées aux électeurs

Jean-Marc DEVÔGE

CHANGEMENTS DANS LE PAYSAGE SYNDICAL

Fusion CGC UNSA

Le Président de la CGC a annoncé dans un communiqué le 9 septembre, la création d'une nouvelle confédération syndicale qui regroupera la CGC et l'UNSA. Le plus étonnant c'est que, d'après B. Van Craeynest, «les problèmes de doctrine ont été évacués, ne reste plus qu'à trouver un nom» à cette nouvelle confédération. Personne n'avait pourtant remarqué que les idées de la CGC (@venir-écoles) et de l'UNSA (SE) fussent aussi proches ! (exemple : la CGC avait soutenu la réforme Fillon des retraites).

La fusion des 2 centrales, donc des syndicats qui les composent, n'interviendra que courant 2009, après les élections paritaires.

Attention donc, quand vous voterez en décembre prochain, un syndicat pourrait bien en cacher un autre !

La CSEN rejoint la Fédération Générale Autonome des Fonctionnaires

La représentativité syndicale est donc en cours de réforme. Cette réforme incite les regroupements, les unions, les fusions des syndicats afin de diminuer le nombre d'interlocuteurs du gouvernement dans la fonction publique et du patronat dans le secteur privé. C'est dans ce contexte que la CSEN, dont le SNE est le syndicat du 1er degré, a cherché à se rapprocher d'organisations qui partagent les mêmes valeurs d'indépendance et d'autonomie vis à vis des partis politiques et son attachement à la laïcité.

C'est donc à la Fédération Générale Autonome des Fonctionnaires que la CSEN a décidé de s'affilier.

Cette fédération très implantée dans la fonction publique territoriale, est aussi représentée dans la fonction publique hospitalière, dans la police, chez les fonctionnaires des ministères.

Seule l'Education Nationale n'y était pas encore représentée, ce sera chose faite avec l'adhésion de la CSEN. Ceci devrait nous permettre de siéger au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État (CSFPE) qui est l'instance de dialogue social au niveau interministériel pour la Fonction publique.

C'est à l'unanimité que le SNE, réuni en congrès extraordinaire le 29 août 2008 à Paris, a approuvé cette affiliation à la FGAF et mis en conformité ses statuts avec cette décision.

J. HOUZIAUX

SNE 95 - VDE n°98

Retrait d'emploi -Directeur d'école - Intérêt du service - Difficultés professionnelles

TA, GRENOBLE, 28.03.2008, Mme G., n°0405730, 0703315

Mme G., professeur des écoles assurant la direction d'un groupe scolaire, a fait l'objet de la part de l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, d'une décision de retrait de son emploi le 6 juin 2004, en raison de l'importance des conflits l'opposant aux enseignants et aux parents d'élèves. L'intéressée a demandé au tribunal administratif de Grenoble l'annulation de cette décision et de la décision du 3 septembre 2004 par laquelle l'administration a rejeté son recours gracieux.

Le tribunal a d'abord considéré que la décision en litige ne reposait pas sur des faits matériellement inexacts : «Mme G. admet elle-même dans ses écrits que son autorité était totalement contestée par une partie des enseignants, que les relations entre le corps enseignant et les parents d'élèves étaient devenues extrêmement conflictuelles et qu'elle ne parvenait pas à assumer les tâches qui lui sont assignées par l'article 2 du décret [n°89-122 du 24 février 1989 relatif aux directeurs d'école]».

Le tribunal a rejeté ensuite la requête de Mme G. en considérant «que la circonstance que le retrait d'emploi de directeur d'école entraîne une diminution des responsabilités, voire amène l'enseignant concerné à changer de groupe scolaire ne confère pas à elle seule à cette mesure le caractère d'une sanction ; que si l'inspecteur d'académie a, dans sa décision attaquée,

déploré le silence de Mme G. sur les difficultés qu'elle rencontrait et noté "un manquement à la loyauté et au respect du système hiérarchique", il ressort des pièces du dossier qu'il s'est fondé sur les difficultés objectives de fonctionnement de l'école pour considérer que l'intérêt du service commandait un changement de directeur; que si cette mesure a été prise en considération de la personne de Mme G. et des difficultés professionnelles qu'elle rencontrait, elle n'en a pas pour autant revêtu à son égard un caractère, disciplinaire; que, par suite, Mme G. ne peut utilement invoquer les règles de procédure applicables en matière disciplinaire ou le principe du respect des droits de la défense, ni en tout état de cause, les stipulations de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales».

Commentaires du SNE : deux conclusions peuvent être tirées de ce jugement :

Faire très attention à ses paroles et ses écrits (toute vérité n'étant pas toujours bonne à dire) et s'entourer de conseils avisés de personnes compétentes avant toutes démarches.

Continuer à militer pour un statut de directeur d'école qui apporterait incontestablement à une personne devant faire face à une telle situation une meilleure protection.

Enseignement maternel et primaire

(programmes - stages de remise à niveau - perspectives)

20840. – 15 avril 2008. – M. Gilles d'Ettore appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le défi de la réussite scolaire pour tous, et plus particulièrement sur les critères de sélection des élèves qui se verront proposer des stages de remise à niveau gratuits durant les vacances scolaires. Pour réduire de moitié le nombre de redoublements au cours de la scolarité primaire et diviser par trois le nombre d'élèves en situation d'échec à l'entrée en 6e, des stages de remise à niveau seront mis en place dès les prochaines vacances de printemps et proposés à des élèves de CM1 et de CM2 pour surmonter leurs difficultés. Il lui demande sur quels critères seront choisis les élèves à encadrer : le volontariat ou la sélection par les enseignants.

Réponse. - La maîtrise des fondamentaux figure parmi les préoccupations majeures du ministère de l'éducation nationale. Dès la rentrée prochaine, la durée de l'enseignement scolaire dans le premier degré est fixée à 24 heures hebdomadaires dispensées à tous les élèves auxquelles s'ajoutent 2 heures d'aide personnalisée en très petits groupes pour les élèves rencontrant des difficultés dans leurs apprentissages. En outre, tous les élèves de CM 1 et de CM 2, dont les difficultés d'apprentissage seront repérées dans les classes par les enseignants, se verront proposer un stage de remise à

niveau durant les vacances scolaires. Ces stages sont opérationnels depuis les vacances de printemps. Ils s'étendent sur une semaine et proposent trois heures d'enseignement par jour en français ou en mathématiques par groupes de cinq à six élèves sous la conduite d'enseignants volontaires qui seront rémunérés par des heures supplémentaires. Il appartient aux enseignants de dresser la liste des élèves susceptibles de bénéficier de ces aides individualisées, notamment sous forme de stage, et de recueillir l'accord de leur famille.

Commentaires du SNE : les familles et les élèves semblent avoir adhéré à ces stages gratuits de remise à niveau : 197 000 élèves de CM1 et CM2 (87 000 à Pâques et 115 000 durant les vacances d'été) y ont participé cette année. Le SNE rappelle qu'il a été favorable à ces stages dès leur mise en place dès lors que les enseignants qui les encadrent sont recrutés sur la base du volontariat.

FICHE PRATIQUE – FICHE PRATIQUE – FICHE PRATIQUE

LES PROMOTIONS

- ↳ Les promotions des instituteurs se font par année civile.
- ↳ Les promotions des professeurs des écoles se font par année scolaire.

Cette année, la CAPD se prononcera sur les promotions :

- des instituteurs promouvables entre le 1/01/2009 et le 31/12/2009
- des professeurs des écoles promouvables entre le 1/09/2008 et le 31/08/2009

Pour savoir si vous êtes **promuvable**, consulter i-prof, rubrique “vos perspectives” puis “promotions”

TABLEAUX D'AVANCEMENT

Corps des Instituteurs

Echelons	Choix	Mi-choix	Ancienneté
Du 1 ^{er} au 3 ^e			9 mois
Du 3 ^e au 4 ^e			1 an
Du 4 ^e au 5 ^e , du 5 ^e au 6 ^e	1 an 3 mois	1 an 6 mois	1 an 6 mois
Du 6 ^e au 7 ^e	1 an 3 mois	1 an 6 mois	2 ans 6 mois
Du 7 ^e au 8 ^e , du 8 ^e au 9 ^e	2 ans 6 mois	3 ans 6 mois	4 ans 6 mois
Du 9 ^e au 10 ^e	2 ans 6 mois	4 ans	4 ans 6 mois
Du 10 ^e au 11 ^e	3 ans	4 ans	4 ans 6 mois

Corps des Professeurs des Ecoles

Echelons	Grand-Choix	Choix	Ancienneté
Du 1 ^{er} au 2 ^e			3 mois
Du 2 ^e au 3 ^e			9 mois
Du 3 ^e au 4 ^e			1 an
Du 4 ^e au 5 ^e	2 ans		2 ans 6 mois
Du 5 ^e au 6 ^e , du 6 ^e au 7 ^e , Du 7 ^e au 8 ^e	2 ans 6 mois	3 ans	3 ans 6 mois
Du 8 ^e au 9 ^e	2 ans 6 mois	4 ans	4 ans 6 mois
Du 9 ^e au 10 ^e	3 ans	4 ans	5 ans
Du 10 ^e au 11 ^e	3 ans	4 ans 6 mois	5 ans 6 mois

Passage en Hors classe

Barème* : (échelon P.E. X 2) + Note

Exemple : un P.E. au 11^{ème} échelon avec 19 de note aura un barème de : (11 X 2) + 19 = 41 points.

<u>Avancement en Hors- Classe</u>	
Echelons	Durée d'échelon
Du 1 ^{er} au 2 ^{ème}	2 ans 6 mois
Du 2 ^{ème} au 3 ^{ème}	2 ans 6 mois
Du 3 ^{ème} au 4 ^{ème}	2 ans 6 mois
Du 4 ^{ème} au 5 ^{ème}	2 ans 6 mois
Du 5 ^{ème} au 6 ^{ème}	3 ans
Du 6 ^{ème} au 7 ^{ème}	3 ans

*Si vous exercez en REP vous bénéficiez d'une bonification de 1 point

Répercussions financières

des changements d'échelon

Vous pourrez effectuer vos calculs à l'aide de la grille ci-dessous.
Le point d'indice mensuel valait **4,5569 €** brut (au 01.03.08).

Echelon	Inst.	PE	PE HC
1	341	349	495
2	357	376	560
3	366	395	601
4	373	416	642
5	383	439	695
6	390	467	741
7	399	495	783
8	420	531	
9	441	567	
10	469	612	
11	515	658	

TABLEAU DES TRAITEMENTS (Zone 1 & 2) au 1er mars 2008 (hors C.R.D.S. - Contribution solidarité - Mutuelles)

Valeur annuelle du point 54,6828€ au 1/03/08 soit 4,5569 € par mois	INDICES majorés	TRAITEMENT brut mensuel	RETENUES		TRAITEMENT net mensuel	INDEMNITES de résidence		Supplément familial	
			Pension Civile 7,85% du Trait. Brut	C.S.G 7,50% 97% du T. Brut		Zone 1 3%	Zone 2 1%	2 enfants	1 enfant = 2,29 € 3 enfants par enfant en +
Instituteur 1er échelon	341	1 553,90 €	121,98 €	114,18 €	1 317,74 €	46,62 €	15,54 €	72,05 €	178,93 €
Prof Ecoles 1er échelon	349	1 590,36 €	124,84 €	116,86 €	1 348,66 €	47,71 €	15,90 €	72,05 €	178,93 €
Instituteur 2ème échelon	357	1 626,81 €	127,70 €	119,53 €	1 379,57 €	48,80 €	16,27 €	72,05 €	178,93 €
Instituteur 3ème échelon	366	1 667,83 €	130,92 €	122,55 €	1 414,35 €	50,03 €	16,68 €	72,05 €	178,93 €
Instituteur 4ème échelon	373	1 699,72 €	133,43 €	124,89 €	1 441,40 €	50,99 €	17,00 €	72,05 €	178,93 €
Prof Ecoles 2ème échelon	376	1 713,39 €	134,50 €	125,90 €	1 453,00 €	51,40 €	17,13 €	72,05 €	178,93 €
Instituteur 5ème échelon	383	1 745,29 €	137,01 €	128,24 €	1 480,05 €	52,36 €	17,45 €	72,05 €	178,93 €
Instituteur 6ème échelon	390	1 777,19 €	139,51 €	130,58 €	1 507,10 €	53,32 €	17,77 €	72,05 €	178,93 €
Prof Ecoles 3ème échelon	395	1 799,98 €	141,30 €	132,26 €	1 526,42 €	54,00 €	18,00 €	72,05 €	178,93 €
Instituteur 7ème échelon	399	1 818,20 €	142,73 €	133,60 €	1 541,88 €	54,55 €	18,18 €	72,05 €	178,93 €
Prof Ecoles 4ème échelon	416	1 895,67 €	148,81 €	139,29 €	1 607,57 €	56,87 €	18,96 €	72,05 €	178,93 €
Instituteur 8ème échelon	420	1 913,90 €	150,24 €	140,63 €	1 623,03 €	57,42 €	19,14 €	72,05 €	178,93 €
Prof Ecoles 5ème échelon	439	2 000,48 €	157,04 €	146,99 €	1 696,45 €	60,01 €	20,00 €	72,05 €	178,93 €
Instituteur 9ème échelon	441	2 009,59 €	157,75 €	147,66 €	1 704,18 €	60,29 €	20,10 €	72,05 €	178,93 €
Prof Ecoles 6ème échelon	467	2 128,07 €	167,05 €	156,37 €	1 804,55 €	63,84 €	21,28 €	74,19 €	184,64 €
Instituteur 10ème échelon	468	2 132,63 €	167,41 €	156,70 €	1 808,52 €	63,98 €	21,33 €	74,65 €	185,85 €
Prof Ecoles 7ème échelon	495	2 255,67 €	177,07 €	165,74 €	1 912,86 €	67,67 €	22,56 €	78,34 €	195,69 €
Prof Ecoles Hors Classe 1er	495	2 255,67 €	177,07 €	165,74 €	1 912,86 €	67,67 €	22,56 €	78,34 €	195,69 €
Instituteur 11ème échelon	515	2 346,80 €	184,22 €	172,44 €	1 990,14 €	70,40 €	23,47 €	81,07 €	202,98 €
Prof Ecoles 8ème échelon	531	2 419,71 €	189,95 €	177,79 €	2 051,97 €	72,59 €	24,20 €	83,26 €	208,82 €
Prof Ecoles Hors Classe 2ème	560	2 551,86 €	200,32 €	187,50 €	2 164,04 €	76,56 €	25,52 €	87,23 €	219,39 €
Prof Ecoles 9ème échelon	567	2 583,76 €	202,83 €	189,85 €	2 191,09 €	77,51 €	25,84 €	88,18 €	221,94 €
Prof Ecoles Hors Classe 3ème	601	2 738,70 €	214,99 €	201,23 €	2 322,48 €	82,16 €	27,39 €	92,83 €	234,34 €
Prof Ecoles 10ème échelon	612	2 788,82 €	218,92 €	204,92 €	2 364,98 €	83,66 €	27,89 €	94,33 €	238,35 €
Prof Ecoles Hors Classe 4ème	642	2 925,53 €	229,65 €	214,96 €	2 480,92 €	87,77 €	29,26 €	98,44 €	249,28 €
Prof Ecoles 11ème échelon	658	2 998,44 €	235,38 €	220,32 €	2 542,74 €	89,95 €	29,98 €	100,62 €	255,12 €
Prof Ecoles Hors Classe 5ème	695	3 167,05 €	248,61 €	232,71 €	2 685,73 €	95,01 €	31,67 €	105,68 €	268,60 €
Prof Ecoles Hors Classe 6ème	741	3 376,66 €	265,07 €	248,11 €	2 863,49 €	101,30 €	33,77 €	108,69 €	276,63 €
Prof Ecoles Hors Classe 7ème	783	3 568,05 €	280,09 €	262,17 €	3 025,79 €	107,04 €	35,68 €	108,69 €	276,63 €

Bonifications indiciaires	Chargé d'école	3 points	Directeur 10 classes et plus	40 points	IMFAIEN	26 points
	Directeur 2 à 4 classes	16 points	Pour tous les directeurs	8 points de NBI	Directeur de SES / SECSPA	50 points
	Directeur 5 à 9 classes	30 points	Instituteurs spécialisés	15 points	Directeur d'EREA / ERPD	120 points

Nos salaires ont subi une baisse de 20% en 25 ans à cause d'un "décrochage" du point d'indice de la référence à l'indice INSEE; la smicardisation progressive des professeurs continue

FICHE PRATIQUE – FICHE PRATIQUE – FICHE PRATIQUE

LES REMUNERATIONS DE BASE : (Indice Nouv. Majoré) au 01/03/2008

INDICES

Echelon	INSTIT. adjoint	PROF. des écoles	Hors Classe	P.E.G.C.
1 ^{er}	341	349	495	321
2 ^{ème}	357	376	560	339
3 ^{ème}	366	395	601	359
4 ^{ème}	373	416	642	376
5 ^{ème}	383	439	695	394
6 ^{ème}	390	467	741	415
7 ^{ème}	399	495	783	434
8 ^{ème}	420	531		458
9 ^{ème}	441	567		482
10 ^{ème}	469	612		511
11 ^{ème}	515	658		540

STAGIAIRES, AUXILIAIRES	
Stagiaires éventuels :	291
Professeur d'école stagiaire (2 ^{ème} année d'I.U.F.M.)	
avant 3 mois :	349
après 3 mois :	376

Valeur annuelle brute du point d'indice :
54,6828 € au 01/03/2008
 soit par mois : **4,5569 €**

Salaire brut mensuel : multipliez la valeur du point par l'indice et divisez par 12

LES INDEMNITES (à compter du 1er mars 2008) :

HEURES SUPPLEMENTAIRES effectuées par les enseignants des écoles			
Pour les Collectivités locales	Inst., Direc	Prof. d'Ecole	Hors Clas.
Etudes dirigées (enseignement) :	21,27 €	23,90 €	26,29 €
Etudes surveillées :	19,14 €	21,51 €	23,66 €
Surveillance (cantine) :	10,16 €	11,47 €	12,62 €

SUJETIONS SPECIALES au 01/09/2006		
Directions	Pour l'année	Par mois
Quel que soit le nombre de classes	1 295,62 €	107,97 €
Plus pour tous : N.B.I. = 8 points		36,46 €
Directions spécialisées	Pour l'année	Par mois
Quel que soit le nombre de classes	1 554,74 €	129,56 €
Plus pour tous : N.B.I. = 8 points		36,46 €
Z.E.P.	1 137,24 €	94,77 €

INDEMNITES DE FONCTION	Pour l'année	Par mois
Professeurs des écoles spécialisés :	820,80 €	68,40 €
Conseillers en Formation Continue :	7 385,76 €	615,48 €

SEGPA, CLIS, CLIN, CNED ...	1 533,93 €	127,83 €
-----------------------------	------------	----------

REMPLACEMENT B.D. ou Z.I.L.	
Moins de 10 km	14,89 €
de 10 à 19 km	19,36 €
de 20 à 29 km	23,87 €
de 30 à 39 km	28,03 €
de 40 à 49 km	33,28 €
de 50 à 59 km	38,59 €
de 60 à 80 km	44,19 €
par 20 km supplémentaires	6,60 €

INDEMNITE PERI-EDUCATIVE	
taux horaire 01/03/2008	23,15 €

HEURES DE SOUTIEN AUX ELEVES	
taux horaire Instituteurs	23,82 €
taux horaire Prof. d'écoles	26,77 €
taux horaire Hors classe	29,45 €

IND. DE PREMIERE AFFECTATION	
2 173,47 € par an	

LES BONIFICATIONS INDICIAIRES :

Chargé d'école :	3 points
Directeur de 2 à 4 classes :	16 points
Directeur de 5 à 9 classes :	30 points
Directeur de 10 classes et plus :	40 points

Instituteur spécialisé :	15 points
I.M.F.A.I.E.N. :	26 points
Dir. de S.E.S./S.E.G.P.A. :	50 points
Dir. E.R.E.A. - E.R.P.D. :	120 points

Toujours aucun changement sur nos fiches de paye depuis mars, prochaine augmentation : 1^{er} novembre mais elle ne nous permettra pas de faire des folies pour les fêtes !!!

HEURES SUP. ATTENTION ! – HEURES SUP ATTENTION ! EFFETS PERVERS DES SLOGANS

Le slogan « gagner plus en travaillant plus » a eu un grand succès médiatique. Le SNE rappelle sa position : un professeur devrait pouvoir vivre décemment de son seul salaire et cela serait possible s'il n'avait pas été dévalué de plus de 20% en 25 ans soit en moyenne aujourd'hui de 400€ par mois.

Premiers problèmes quand il s'est agi de trouver ces heures supplémentaires : toutes les communes n'organisent pas des études surveillées, toutes les communes ne sont pas classées en ZEP ou en RAR pour l'accompagnement éducatif et toutes les écoles n'offraient pas la possibilité de stages de rattrapage pendant les vacances à chaque professeur qui l'aurait souhaité.

Second problème, plus vicieux, car il apparaît à retardement. Sur vos avis d'imposition, vous avez regardé et vérifié le montant de votre contribution généreuse à l'état. Mais un autre montant tout aussi important est inscrit en « informations complémentaires », votre **REVENU FISCAL DE REFERENCE**. Celui ci intègre les sommes que vous avez perçues au titre des heures supplémentaires défiscalisées. Point d'impôt don, comme

promis, **MAIS ... car il y a un MAIS** de taille. Ce **Revenu Fiscal de Référence** (RFR) sert au calcul de l'**Allocation de Rentrée Scolaire** (ARS) et cela vous concerne surtout si vous élevez seul(e) vos enfants ou que votre conjoint(e) perçoit des revenus modestes, il sert souvent aussi pour le **calcul du prix de l'heure d'Assistante Maternelle** ou à la **crèche** pour les tout-petits ou bien encore pour le centre de loisirs, l'**accueil et la restauration scolaires** de vos enfants dans votre commune. **Avec un RFR en hausse, vos participations familiales seront en hausse et vos allocations seront en baisse**

Le calcul va devenir Cornélien : **travailler plus pour payer plus cher ou être moins aidé**. L'état reprend partiellement d'une main ce qu'il aura donné de l'autre, en particulier aux plus modestes d'entre nous.

La seule vraie solution au pouvoir d'achat attaqué depuis trop longtemps, c'est dans le montant des salaires donc de l'indice qu'il faut la trouver ; pas dans des primes, dans les heures sup' et autres bidouillages qui, faut-il le rappeler, ne compteront pas non plus dans le calcul du montant de votre retraite ... encore un effet pervers dissimulé.

JEAN-MARC DEVÔGE

Cotisations 2008/2009 ~ Le prélèvement automatique pour un paiement fractionné

Il suffit de renvoyer votre **bulletin d'adhésion accompagné de l'autorisation de prélèvement** ci dessous **accompagnée d'un R.I.B., d'un R.I.P. ou d'un R.I.C.E..**

L'année suivante, **sauf avis contraire de votre part**, la cotisation sera renouvelée en 10 mensualités de septembre à juin de l'année scolaire.

Pour plus de renseignements consulter le site du SNE www.sne-csen.net



AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT J'autorise l'Établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier désigné ci-dessous. En cas de litige sur un prélèvement je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'Établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec mon créancier.		N° NATIONAL D'EMETTEUR 452 955
NOM, PRÉNOMS ET ADRESSE DU TITULAIRE DU COMPTE	NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER Syndicat National des Écoles S.N.E. - C.S.E.N. 4 rue de Trévis 75009 PARIS	
Compte à débiter Code établissement Code Guichet Numéro de compte Clé RIB	NOM ET ADRESSE POSTALE DE L'ÉTABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE A DÉBITER	
Date et signature du titulaire du compte A _____, le _____		Signature :

--	--	--	--	--

Département d'exercice / /

Nouvel adhérent ☐

Ré adhésion ☐

M/Mme/Mlle : Nom et prénom : Date de naissance :

Adresse très précise : (une zone peut rester vide)

Immeuble – Résidence – Zone...

Numéro + rue, avenue, route...

Mention spéciale (BP, lieu-dit...)

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

Code postal Ville

mail personnel :

Lieu d'exercice :

Elémentaire ☐ Maternelle ☐ Autre ☐ (.....)

Adresse :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Code Postal : Ville :

Montant cotisation : € Soutien départemental : €

TOTAL VERSE : €

Date :

Règlement par : Prélèvements automatiques
(rayer les mentions inutiles) ou en chèques (3 maximum)

Signature :

COTISATIONS PARTICULIERES

Disponibilité, congé parental :	20 €
P.E.1 :	20 €
P.E.2 - Stagiaires - Liste complémentaire :	50 €
Retraités et T1	90 €
Temps partiels, au prorata du temps minimum	90 €
1ère adhésion : ½ cotisation minimum	90 €
Couples : (Addition des 2 adhésions) X 75 %	

La loi n°78-17 du 6/01/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, garantit aux individus un droit d'accès et de rectification pour les informations les concernant. Ce droit peut être exercé auprès de votre section

L'adhésion au SNE donne droit à la protection juridique de la GMF sans supplément de cotisation

COTISATIONS : année scolaire 2008/2009

Catégories	Échelons	1er	2ème	3ème	4ème	5ème	6ème	7ème	8ème	9ème	10ème	11ème
Instituteur Adjoint		A noter : 66% du montant de la cotisation syndicale seront déductibles de votre impôt sur le revenu de l'an prochain. Vous recevrez un reçu attestant ce versement. Toute personne souhaitant faire un don au S.N.E. ajoute le montant à la cotisation. Le calcul de la réduction d'impôt se fera sur l'ensemble de la somme versée au S.N.E.					135 €	137 €	143 €	150 €	159 €	174 €
Instit. Directeur classe unique - gr. 1							137 €	141 €	146 €	154 €	161 €	177 €
Instit. Directeur 2 à 4 classes - gr. 2							141 €	143 €	150 €	156 €	166 €	180 €
Instit. Directeur 5 à 9 classes - gr. 3							143 €	146 €	154 €	159 €	168 €	184 €
Instit. Directeur 10 cl. et plus - gr. 4							146 €	150 €	156 €	161 €	171 €	188 €
Professeur des Écoles				135 €	143 €	150 €	159 €	168 €	180 €	195 €	211 €	226 €
PE. Directeur classe unique - gr. 1				137 €	145 €	154 €	161 €	170 €	186 €	199 €	214 €	228 €
PE. Directeur 2 à 4 classes - gr. 2				141 €	148 €	156 €	166 €	174 €	188 €	202 €	216 €	234 €
PE. Directeur 5 à 9 classes - gr. 3				143 €	154 €	159 €	168 €	177 €	193 €	205 €	221 €	237 €
PE. Directeur 10 cl. et plus - gr. 4				150 €	156 €	161 €	171 €	180 €	195 €	209 €	223 €	240 €
Prof. des Écoles hors classe		168 €	193 €	205 €	221 €	237 €	251 €	267 €				
HC. Directeur classe unique - gr. 1		171 €	195 €	209 €	223 €	240 €	255 €	271 €				
HC. Directeur 2 à 4 classes - gr. 2		174 €	199 €	211 €	226 €	243 €	258 €	273 €				
HC. Directeur 5 à 9 classes - gr. 3		177 €	202 €	216 €	228 €	246 €	260 €	278 €				
HC. Directeur 10 cl. et plus - gr. 4		180 €	208 €	221 €	234 €	248 €	264 €	281 €				

Si vous n'avez jamais été adhérent(e) du S.N.E., et pour la 1ère année d'adhésion, vous pourrez bénéficier d'une réduction de cotisation de 50% (avec un minimum de cotisation de 90 €, sauf cotisation particulière.)

Enseignement - parents d'élèves - laïcité - respect

26310. - 1^{er} juillet 2008. - M. Michel Liebgott attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les récentes décisions de la haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité cautionnant le port de signes religieux pour les parents d'élèves accompagnateurs lors de sorties scolaires. Il y a peu, la HALDE a donné raison à des mères d'élèves qui s'étaient vu refuser la possibilité d'accompagner des activités pédagogiques parce qu'elles arboraient un voile islamique. Ces décisions mettent directement en cause le principe de laïcité et la mission de l'école publique. Dans les colonnes d'un quotidien national, plusieurs associations se sont très légitimement émues de la position de la HALDE. Selon elles, quand des parents ou d'autres personnes sont autorisés, par les directions d'écoles, à participer à l'encadrement d'activités d'éducation avec des élèves en situation d'apprentissage, ils deviennent de facto des auxiliaires éducatifs au côté des enseignants qu'ils accompagnent. La présence d'accompagnants porteurs de signes distinctifs indique indirectement un choix politique et ou religieux; Ceci est donc contraire à notre principe républicain de laïcité. Aussi, il lui demande de prendre les mesures nécessaires au respect de la loi du 15 mars 2004 et de veiller au strict respect des principes de laïcité et de neutralité pour toute personne participant à l'encadrement d'activités scolaires dans le service public.

Réponse. – En application du principe de laïcité, l'article L.141-5-1 du code de l'éducation, issu de la loi n° 2004-228 du 14 mars 2004, interdit, dans les écoles, les collèges et les lycées publics, le port, par les élèves, de signes ou de tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse. Il vise à préserver l'école publique des revendications identitaires et communautaires qui se développent. Ce texte dont les modalités d'application sont précisées par la circulaire n° 2004-084 du 18 mai 2004, permet de garantir l'égalité des élèves à l'école et de promouvoir une fraternité ouverte à tous dans le respect des valeurs de la République. C'est pourquoi il ne s'adresse qu'aux seuls élèves. Ainsi, la loi ne s'étend pas aux parents d'élèves ou à d'autres personnes intervenant bénévolement dans le cadre du service public de l'enseignement. Dans le respect du principe de liberté individuelle, ceux-ci ne peuvent être soumis à aucune réglementation particulière concernant leur tenue. La notion de collaborateur bénévole est de nature " fonctionnelle ", c'est-à-dire que sa seule vocation consiste à couvrir les dommages subis par une personne qui, sans être un agent public, participe à une mission de service public. La qualité de collaborateur bénévole ne peut emporter reconnaissance du statut d'agent public, avec l'ensemble des droits et des devoirs qui y sont attachés. Néanmoins, le chef d'établissement peut prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du service public, et notamment le maintien de l'ordre public dans l'enceinte de son établissement, sans préjudice des

dispositions générales réglementant l'accès aux établissements (CAA de Douai, 29 avril 2003, M.X, n°00DA01401). En ce qui concerne l'accompagnement des classes en sortie scolaire, les dispositions des circulaires n°99-136 du 21 septembre 1999 relative à l'organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques et n° 76-260 du 20 août 1976 relative aux sorties et voyages d'élèves, précisent les conditions dans lesquelles ces sorties doivent s'effectuer. Ainsi, les adultes bénévoles qui participent à l'encadrement de la vie collective en dehors des périodes d'enseignement doivent y être autorisés par le directeur de l'école. Aucune qualification particulière n'est requise pour ces accompagnements, et aucun critère de sélection n'est précisé. En conséquence, il appartient au directeur ou au chef d'établissement, sur proposition de l'enseignant, de choisir, parmi les parents qui se proposent, ceux qui accompagneront la sortie. S'agissant de l'intervention auprès des élèves d'une personne extérieure à l'établissement, celle-ci doit être autorisée par le chef d'établissement ou le directeur de l'école, quel qu'en soit le motif. Lorsque cette intervention s'inscrit dans le cadre de l'enseignement, et qu'elle est organisée pendant le temps scolaire, elle doit également être approuvée par l'enseignant. Il appartient donc au chef d'établissement ou au directeur de l'école de veiller, avec une attention particulière, à ce que le choix des intervenants soit uniquement fondé sur le souci d'assurer le bon fonctionnement du service

Commentaires du SNE : la réponse ministérielle est très claire : la loi sur la laïcité de mars 2004 interdisant le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse ne s'applique pas aux parents intervenant dans une école ou encadrant une sortie. Par contre, ces personnes devant avoir l'autorisation du directeur de l'école, ce dernier conserve toute latitude dans le choix des adultes bénévoles...